

Penser les pratiques audiovisuelles au temps de l'urgence

Elena López-Riera

Reçu le 26.11.2015 – Accepté le 15.12.2015

Título / Title / Titolo

Pensar las prácticas audiovisuales en tiempos de urgencia
Thinking through Audiovisual Practices in Times of Emergency
Pensare le pratiche audiovisive nei momenti di emergenza

Résumé / Resumen / Abstract / Sommario

Le concept d'urgence est essentiel à une époque marquée par un nouveau paradigme de la communication. Au rythme des informations transmises par internet et la téléphonie portable, l'urgence est devenue un argument politique pour dénoncer des catastrophes écologiques, sociales ou économiques, ainsi qu'une temporalité qui marque et justifie l'agenda informatif. Dans ce contexte les dispositifs audiovisuels sont devenus des outils de résistance et de dénonciation politique face au pouvoir des grands média. Cet essai analyse les termes d'urgence politique et d'urgence communicative. Dans ce but, nous nous pencherons sur quelques exemples de projets audiovisuels conçus pour internet, qui fonctionnent comme outils de dénonciation politique et de désobéissance civile. Mais quelle idée de l'urgence mettent-ils en pratique ?

El concepto de urgencia es esencial en una época marcada por un nuevo paradigma de la comunicación. Al ritmo de las informaciones transmitidas por internet y los teléfonos portables, la urgencia se ha convertido en un argumento político para denunciar catástrofe ecológicas, sociales o económicas, así como una temporalidad que marca y justifica la agenda informativa. En este contexto los dispositivos audiovisuales se han convertido en útiles de resistencia y denuncia política ante el poder de los grandes medios de comunicación. Este ensayo analiza los términos de urgencia política y de urgencia comunicativa. Para ello nos concentraremos en algunos ejemplos de proyectos audiovisuales concebidos para internet, que funcionan como útiles de denuncia política y de desobediencia civil. Pero qué concepto de urgencia practican?

The concept of emergency is essential in a time marked by a new communication paradigm. As we live at the rhythm of the information transmitted through internet and mobile phones, emergency has become a political argument to denounce ecological, social and economic catastrophes, as well as a temporality that justifies the news agenda. In this context audiovisual devices have become tools of political resistance against the power of big media. This essay analyses the terms of communicational and political emergency. It will focus on a series of audiovisual projects conceived for internet, which function as tools of political denunciation and civil disobedience. What idea of urgency do they put in practice?

Il concetto di urgenza è essenziale in un'epoca segnata da un nuovo paradigma comunicativo. Al ritmo delle informazioni trasmesse via Internet e mediante cellulari, l'urgenza è diventata un argomento politico per denunciare la catastrofe ecologica, sociale o economica, nonché un modo di temporalità che segna e giustifica l'agenda informativa. In questo contesto, i dispositivi audiovisivi sono diventati strumenti di denuncia politica e di resistenza al potere dei grandi media. Questo saggio analizza i termini dell'urgenza politica e comunicativa. A tale scopo, analizzeremo alcuni esempi di progetti audiovisivi concepiti per la diffusione via internet, testi che funzionano come strumenti di denuncia politica e disobbedienza civile. E ci chiederemo: che idea di urgenza mettono in pratica?

Mots-clé / Palabras clave / Keywords / Parole chiave

Paradigme de communication, urgence politique et urgence communicative, dispositif audiovisuel

Paradigma de comunicación, urgencia política y urgencia comunicativa, dispositivos audiovisuales

Communication paradigm, political emergency and communicational urgency, audiovisual devices

Paradigma di comunicazione, urgenza politica ed urgenza comunicativa, dispositivi audiovisivi

1. Introduction : le temps de l'urgence, un paradoxe spatio-temporel

Que signifie « l'urgence » de nos jours ? Face à la menace de risques et catastrophes écologiques majeurs, des politiques de résistance (comme celles pratiquées par les organisations écologistes ou des mouvements anti-capitalistes) sociales, économiques et scientifiques militent pour un engagement autour de la notion de durabilité. Pourtant, ces politiques sont obligées elles-mêmes de se formuler dans le rythme d'un monde « urgent » avec des contingences à court terme. « L'urgence » et « la durabilité », sont ainsi devenues des sortes de mantras collectifs opposés, jouant ensemble un rôle majeur dans la construction de la chronique de la réalité, particulièrement depuis le développement des nouvelles technologies et de l'implantation d'internet dans notre quotidien.

Nous sommes conscientes que les questions qui émergent de ce paradoxe n'ont pas une réponse univoque et immédiate. La complexité de ce que nous appelons un nouveau paradigme de la communication, à savoir l'irruption d'internet et des téléphones portables en tant que nouveaux dispositifs de communication, empêche toute réponse définitive. Néanmoins, nous pouvons déjà signaler certains aspects importants qui définissent l'articulation de l'idée d'urgence et qui peuvent être signalés dans ce contexte.

Dans cet essai, il sera d'abord question de la notion même d'urgence. Nous essayerons d'établir une nuance importante entre l'urgence politique (comme dénonciation de risques dans une société contemporaine) et l'urgence communicative (comme le rythme ultra-accélééré de la transmission de l'information). Cette fragile nuance autour de la notion d'urgence expliquée, nous discuterons des pratiques audiovisuelles contemporaines utilisées comme des outils politiques. Dans ce but, nous analyserons quelques exemples de projets audiovisuels conçus pour internet, et qui fonctionnent comme outils de dénonciation politique et de désobéissance civile, ou tout simplement comme récits de la résistance aux mar-

ges des grands médias. Internet se révélera à son tour, depuis cette perspective, comme l'espace de toutes les contradictions politiques : basé sur une temporalité de la vitesse, il canalise les discours qui se battent pour la durabilité. Internet sera aussi un réseau capable de coordonner des actions collectives, ainsi qu'un catalyseur de l'expression individuelle la plus sauvage un espace pour la canalisation de la désobéissance civile, ainsi que le symbole paradigmatique du pouvoir capitaliste dominant.

Compte tenu de la complexité de l'articulation des thématiques de l'urgence et de la durabilité, nous insistons sur le fait que nous ne prétendons pas donner une réponse fermée et conclusive aux sujets abordés ; nous proposons plutôt quelques pistes d'une discussion sur les pratiques audiovisuelles dans ce temps de l'urgence.

2. Les lanceurs d'alerte à l'ère d'internet

Une des figures importantes des nouvelles pratiques de l'information à l'ère des nouvelles technologies est celle du « lanceur d'alerte ». Le sociologue François Chateauraynaud la définit, en grande partie pour la différencier du *whistleblower* anglo-saxon, comme :

Sens 1 : Toute personne, groupe ou institution qui, percevant les signes précurseurs d'un danger ou d'un risque, interpelle une ou plusieurs puissances d'action, dans le but d'éviter un enchaînement catastrophique, avant qu'il ne soit trop tard.

Sens 2 : Toute personne ou groupe qui rompt le silence pour signaler, dévoiler ou dénoncer des faits, passés, actuels ou à venir, de nature à violer un cadre légal ou réglementaire ou entrant en conflit avec le bien commun ou l'intérêt général. Ce second sens est plus proche du mot anglais *whistleblower* – dont l'expression de lanceur d'alerte n'est cependant pas la traduction directe (Chateauraynaud : 2013).

Cette figure de « Lanceur d'alerte », qui surgit à l'évocation d'internet comme espace de désobéissance civile, est devenue très actuelle et célèbre suite aux cas médiatisés d'Hervé Falciani, Edward Snowden ou Julian Assange. Leur action a visé principalement la révélation de secrets d'ordre politique ou économique d'intérêt pu-

blic, comme la liste des personnes ayant pratiqué l'évasion de capitaux illégaux envers des banques suisses de la part d'Hervé Falciani ou la révélation d'informations des services secrets de plusieurs états de la part de Wikileaks. Cette organisation, dont Julian Assange est l'un de membres fondateurs, dénonce une asymétrie d'information entre les pouvoirs publics et les citoyens et estime que cette asymétrie informationnelle profite essentiellement aux États. En réponse à cette situation, Assange maintient que « L'organisation de fuites constitue une action intrinsèquement anti-autoritaire » (Hofmann : 2010).

Mais au-delà de ces exemples médiatiques, ce phénomène révèle, comme les « Wikileaks » et autres « Panama Papers », que depuis la parution d'internet, nous assistons à de nouveaux modes de traitement de l'information, des archives et d'autres types de données. Cette figure, qui semble avoir sa raison d'existence dans le contexte d'un nouveau paradigme de la communication, n'est pourtant pas nouvelle. Nous pouvons trouver plusieurs exemples au cours de l'histoire de la littérature, de la pensée et de la politique. Depuis Martin Luther, dénonciateur des abus de l'église catholique et père de la Réforme, à Greenpeace, organisation écologiste issue du mouvement de résistance anti-nucléaire, et qui lutte contre les plus grandes menaces sur l'environnement et la biodiversité de la planète; les lanceurs d'alerte ont toujours existé, et ont toujours été associés à l'urgence et les risques. Ceci est d'autant plus le cas à l'ère d'internet, où la notion d'urgence et aux risques (deux termes capitaux pour comprendre ce que nous essayons d'expliquer dans ces pages) s'avèrent inextricables de la figure du lanceur d'alerte.

Selon Emmanuel Hoog, ancien président de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) et PDG de l'Agence France Presse (AFP) la notion d'alerte est une partie indispensable de l'histoire du journalisme.

L'alerte fait partie de la culture historique des agences de presse, nous sommes des professionnels du temps réel. Les agences de presse structurent encore très largement la temporalité de l'information. Les lanceurs d'alerte sont évidemment liés à cette notion, au sens anglo-saxon du *breaking news*, la dernière nou-

velle, car ils nous mettent en éveil sur un sujet très important ou jusqu'à présent caché.

Par ailleurs, il y a un deuxième sens au mot « alerte », associé à la notion de danger et de gravité. Ils nous « alertent » que quelque chose de grave se passe. Ils pointent un dysfonctionnement majeur. Ces deux types d'alerte peuvent se rencontrer mais se distinguent. Une urgence sur le plan médiatique ne se confond pas toujours avec une urgence sur le plan démocratique¹.

Depuis cette perspective, et face à un paysage politique marqué par une préoccupation pour la durabilité, le lanceur d'alerte avertira d'une urgence / d'un danger face à des questions d'intérêt public d'ordre économique, politique, écologique, ou social. Les outils de ces lanceurs d'alerte contemporains, sont liés aux nouvelles technologies mais, paradoxalement, ils ne sont pas toujours dans une temporalité de l'urgence, c'est à dire, que les informations révélées, ou les pratiques dénoncées, ne sont pas toujours d'actualité. Par exemple dans la révélation de listes de Falciani ou dans les *Panama Papers*, on a découvert des personnes ayant pratiqué l'évasion fiscale des années après avoir commis leurs délits. Tel qu'Emmanuel Hoog l'explique : la notion de lanceur d'alerte à l'ère des nouvelles technologies est intimement liée à la notion de temporalité de l'urgence, mais aussi à l'idée de danger démocratique. Ainsi l'urgence médiatique et l'urgence démocratique ne correspondent pas toujours à la même temporalité. Il faut rappeler par exemple que l'urgence de publier certaines informations cachées, qui pouvaient pourtant avertir de risques pour la société civile, est restée longtemps occulte à l'opinion publique, comme la célèbre affaire de Wikileaks l'a montré.

En effet, Julian Assange n'a pas montré des rapports de Wikileaks immédiatement, ni d'une façon tout-à-fait démocratique. La publication des archives Wikileaks a été le fruit de négociations avec les directeurs d'importants journaux de la presse internationale comme *El País* ou *Le Monde*. Assange a donc préféré canaliser l'information au travers des détenteurs traditionnels du pouvoir de l'information que sont les directeurs de

¹ Entretien avec Jean Stern pour Amnesty International le 02/02/2015 <<http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Liberte-expression/Dossiers/Les-Lanceurs-alerte-sont-les-allies-des-journalistes-13982>>-

journaux plutôt que de publier ses archives dans une structure horizontale de distribution de l'information.

Ainsi, le geste du lanceur d'alerte le plus célèbre de nos jours, est polémique, puisque même s'il a accompli sa tâche de révélateur des dangers à la démocratie et de dénonciateur d'actes de corruption, il a utilisé les mêmes canaux de distribution de communication contre lesquels son organisation devrait se battre. L'époque d'internet nécessite-elle vraiment de passer par des médiateurs (*gatekeeper*, ces acteurs qui discriminent les informations importantes de celles qui ne sont pas censées l'être) pour faire transmettre des informations ? Le geste d'Assange répond-il à une urgence médiatique ou à une urgence démocratique ?

On est passé d'une époque où seulement les grands médias, conçus et dominés par des structures de pouvoir, avaient la capacité de produire et de faire circuler les informations, à un contexte dans lequel la société civile peut s'approprier certains canaux de communication pour faire circuler sa propre chronique du monde contemporain. Un nouveau paradigme qui mettrait en question la figure du *gatekeeper*.

Un bon exemple de cette double articulation d'urgence médiatique et d'urgence politique est le cas de la chronique des attentats de Boston en 2013, (lors du marathon de la ville, deux bombes ont explosé provoquant la mort de trois personnes et des centaines de blessés). Une des vidéos, réalisée avec l'application Vine² par un des bénévoles de l'organisation de la course, devint virale seulement quelques minutes après l'explosion. L'auteur de la vidéo réalisait un Reddit AMA³ sur la scène, et tout de suite, le cofondateur de Foursquare⁴, Dennis Crowley, qui courrait le marathon, tweetait⁵ en direct

² Vine est une application de Twitter qui héberge de courtes vidéos de six secondes qui tournent en boucle et peuvent être partagées avec leurs abonnés.

³ Reddit est un site web communautaire de partage de signets permettant aux utilisateurs de soumettre leurs liens et de voter pour les liens proposés par les autres utilisateurs. Dans ce site web on peut trouver "AMA" (Ask Me Anything) une des modalités les plus populaires, consistant à créer un espace de questions et réponses pour les utilisateurs.

⁴ Foursquare est un média social qui permet à l'utilisateur d'indiquer où il se trouve grâce à un système de géolocalisation et de recommander, ce faisant, des lieux de sorties (restaurants, cafés, magasins).

⁵ Tweeter est l'action de publier des messages sur le réseau social Twitter

sur les événements qui étaient en train de se produire. Puis l'interface YouTube⁶ créait une chaîne dédiée à la compilation de toutes les vidéos en rapport aux attentats de Boston, incluant la conférence de presse du président Obama⁷.

Evidemment cette conversion vers ce qu'on définit comme le nouveau paradigme de la communication, n'est pas si simple. Il serait vraiment réductionniste de penser qu'avant l'apparition d'internet les informations ne pouvaient exister que dans un contexte contrôlé par des médias détenant le pouvoir des informations et qu'après l'avènement du Web, une liberté totale d'information existe. Ils restent encore beaucoup de méthodes de contrôle dans le domaine d'internet, dans l'utilisation des réseaux sociaux (principaux canaux de distribution d'information à nos jours) ou encore - tout simplement et brutalement- dans l'accès à ces outils. Il est essentiel de rappeler que plus d'un 50% de la population n'a pas d'accès à internet, ni même à un téléphone. Effectivement, au-delà du fait que l'accès à internet et aux nouvelles technologies de la communication n'est pas universel, il faudra réfléchir aux mécanismes de contrôle auxquels nous sommes soumis au moment de partager certaines informations ou images sur internet. Nous pensons par exemple à la censure imposée par YouTube ou Facebook sur la nudité ou sur l'expression de certaines idées politiques.

Au-delà de ces exemples médiatisés et incontestables des lanceurs d'alerte, d'autres types de lanceurs d'alerte existent et nous avertissent des risques et dangers de la société contemporaine. Ces lanceurs d'alerte, moins médiatisés, ne sont pourtant pas moins efficaces d'un point de vue de l'action politique. Ce sont des acteurs de l'expression de la désobéissance politique et construisent un récit de dénonciation aux marges du pouvoir des grands

(réseau de 'microblogging', qui permet à un utilisateur d'envoyer gratuitement de brefs messages, limités à 140 caractères, appelés tweets, sur internet, par messagerie instantanée ou par SMS).

⁶ YouTube est un site web d'hébergement de vidéos sur lequel les utilisateurs peuvent envoyer, évaluer, regarder, commenter et partager des vidéos.

⁷ <<http://www.poynter.org/latest-news/mediawire/210338/how-journalists-are-covering-reacting-to-explosions-at-boston-marathon-finish-line>>

médias et des institutions. Ces lanceurs d'alerte « hors système » sont capables de révéler des injustices politiques, comme celles dénoncées sur les conditions d'accueil et l'état des refuges à Lampedusa ou à Pas-de-Calais, de construire un récit novateur de la guerre en Syrie ou en Palestine, d'initier des révolutions politiques comme en Iran lors des élections présidentielles de 2009, ou même, d'organiser un appel citoyen massif comme ceux des « printemps arabes » ou du mouvement des Indignés en Espagne ou de Nuit Debout en France.

3. La ré-appropriation des savoirs, la ré-appropriation du pouvoir

Ce nouveau paradigme communicationnel implique que tout citoyen.ne. ayant accès aux nouvelles technologies peut en principe élaborer et diffuser son propre récit. Il.elle peut finalement être le sujet de son propre discours, et pas seulement l'objet, sans avoir recours à des médiateurs. Ce phénomène, qu'on peut considérer comme une réappropriation des savoirs, signifie aussi une réappropriation du pouvoir de la part de la société civile.

Si l'on parle d'internet et des pratiques audiovisuelles comme des formes contemporaines de désobéissance civile, on doit considérer la réappropriation du savoir/pouvoir citoyen comme un des arguments définitifs de cette proposition. Étant donné que jusqu'à présent les grands médias avaient le pouvoir de construire et de distribuer les discours informatifs (et donc, d'utiliser des modèles de représentation idéologique soumis à des intérêts particuliers), nous considérons que l'utilisation de l'audiovisuel via internet peut constituer un vrai détournement de la structure de la communication telle qu'on l'avait connue.

Ceci est tout à fait discutable, car il est très difficile de généraliser sur une pratique qui est si déséquilibrée et anarchique (comme celle de l'appropriation des outils technologiques dans la construction d'un récit de l'actualité), mais il est fort possible que la réappropriation d'une technique audiovisuelle, ouvre d'autres possibili-

tés à l'heure de construire des chroniques alternatives des événements politiques. Et au-delà, ce nouveau paradigme ouvre la possibilité que les victimes de certains conflits politiques -comme la diaspora des réfugiés de la guerre syrienne, ou les activistes du printemps arabe parmi d'autres exemples- construisent leur propre récit, qu'ils passent, comme évoqué précédemment, d'état d'objets du discours médiatique à celui de sujets constructeurs de leur propre histoire.

Nonobstant, nous aimerions souligner que si on peut parler d'un nouveau paradigme communicationnel ce n'est pas seulement parce que les nouvelles technologies ont permis un meilleur accès aux dispositifs d'enregistrement audiovisuel, mais plutôt parce qu'internet a permis un vrai bouleversement politique : la possibilité de franchir la frontière du privée, en rendant public des récits anonymes. C'est cet aspect particulier qui est le plus révolutionnaire de ce nouveau paradigme. En effet, l'enjeu ne se trouve pas seulement dans le fait de filmer, mais dans le fait que ces informations participent dans l'immédiateté d'une dynamique de l'urgence politique. Ceci nous permet de parler de la réappropriation citoyenne des discours audiovisuels comme d'un outil capital pour les dénonciations des abus de pouvoir dans des conflits politiques.

À ce sujet, un des exemples le plus déchirant qu'on trouve est celui du projet audiovisuel transmedia *B'tselem Tv*, mené par l'ONG Betsalem (*The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories*). Installés dans les territoires Palestiniens occupés, ce projet a pour but principal de donner la possibilité aux palestiniens de construire un récit de leur quotidien. Tous âges confondus, et sans demander une formation audiovisuelle, les Palestiniens filment leur quotidien révélant une réalité terrifiante en huis clos, un regard qui passe inaperçu des grands médias. On peut découvrir *ainsi sur leur chaîne de YouTube le film « Hebron: border police officer kicks a palestinian child, 29/06/2012, raw footage »*⁸ Dans cette vidéo on peut voir comme un policier frappe brutalement un enfant à Hébron. La scène est filmée discrètement de-

⁸ <http://www.youtube.com/watch?v=iTzB1N_EZXU>

puis une fenêtre par une personne anonyme. Effectivement ce n'est pas la scène la plus sanglante qu'on aura vu du conflit Israëlo-Palestinien, mais elle est, à nos yeux, une des plus violentes et choquantes peut-être à cause de la perspective intime que révèle la fenêtre d'un domicile particulier, ou peut-être à cause de la durée du plan séquence. Mais cette vidéo, apparemment anodine, devient une arme très efficace de prise de conscience de ce que les habitants des territoires occupés vivent au jour le jour.

Ce projet audiovisuel répond donc à cette idée de la réappropriation du savoir, comprise comme une réappropriation du pouvoir, et à l'importance d'avoir une vision propre. Surtout, elle permet de transmettre publiquement cette vision sans avoir besoin de passer par des intermédiaires. L'organisation *Betsalem* semble être bien consciente de cette dynamique puisque son propre nom renvoie à l'idée que l'image est essentielle pour comprendre les enjeux politiques, ainsi que l'indique leur site web :

B'Tselem in Hebrew literally means "in the image of" and is also used as a synonym for human dignity. The word is taken from Genesis 1:27 "And God created humans in his image. In the image of God did He create him." It is in this spirit that the first article of the Universal Declaration of Human Rights states that "All human beings are born equal in dignity and rights".

4. L'occupation de l'espace public

Comme expliqué plus haut, la vraie révolution de ce nouveau paradigme audiovisuel ne reposerait pas sur une présumée démocratisation de la technologie, mais sur la possibilité de transgresser le domaine du privé, de pouvoir occuper une place dans l'espace public, même si cet espace n'est que virtuel.

Si on pense aux dispositifs audiovisuels, nous pouvons dire que les caméras domestiques existent de-

⁹ B'Tselem en hébreu signifie littéralement « à l'image de », et est aussi utilisé comme synonyme de dignité humaine. Le mot est pris de la Genèse 1 :27 « Et Dieu créa les humains à son image. Il a été créé à l'image de Dieu ». C'est dans cet esprit que le premier article de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme établit que « Tous les êtres humains sont nés égaux en dignité et droit » (ma traduction).

puis plusieurs décennies (l'apparition de la première et mythique caméra vidéo domestique Sony date de 1983). Les caméras intégrées dans nos téléphones portables ne représentent donc pas une révolution par rapport à la création des récits éloignés des grands médias. En effet, au long de l'histoire de l'audiovisuelle, on trouve de nombreuses archives vidéo amateur d'intérêt historique ou relevant du domaine privé. La vraie révolution dans la façon dont circule l'information dans un contexte marqué par internet, réside dans la possibilité de rendre des récits publics au bénéfice de la construction d'un récit citoyen, bien plus que dans l'appropriation de la technologie vidéo. Ce passage de la frontière entre espace privé et espace public et la possibilité qu'on puisse faire circuler une information et la rendre accessible de façon immédiate, constitue à nos yeux une vraie révolution dans les dynamiques de la communication.

La possibilité de publier sur YouTube la vidéo d'un abus des forces de l'ordre lors d'une manifestation presque en même temps qu'il est en train de se produire, ou celle de faire circuler la chronique d'une situation quotidienne par les victimes d'une guerre, sans pour autant devoir passer par des médiateurs, représente une situation inouïe. Au risque de paraître ingénus (puisque nous sommes conscientes que la distribution de l'information sur internet est très facilement susceptible d'être diluée dans le grand magma des données en ligne), nous considérons que les nouvelles technologies nous offrent des outils pour mettre en œuvre certains gestes de désobéissance civique.

Cette notion d'espace public et de sa réappropriation est essentielle pour nous, puisque nous considérons que la prise de pouvoir politique dans ce nouveau paradigme passera justement par cette articulation entre la notion d'un public virtuel et la notion d'une urgence politique. On trouve des bons exemples de cette articulation entre l'occupation virtuelle d'un espace de dénonciation, l'activisme politique et l'urgence, dans certains mouvements de contestation civile comme les dénommées 'révolutions' des printemps arabes ou le mouvement des indignés en Espagne.

Evidemment, les événements cités ci-dessus sont

très différents les uns des autres, mais on peut dire que toutes ces expressions de révolte ou de résistance ayant eu lieu les dernières années, et donc contemporaines du nouveau paradigme de la communication, ont utilisé les nouvelles technologies de la communication comme des armes d'agitation politique. Internet, on le sait, a toujours eu un rapport complexe aux processus de contrôle économique et politique. Ce qu'on considère comme le premier réseau, ARPANET (*Advanced Research Projects Agency Network*) s'est développé au sein du DOD (Département de la défense des Etats-Unis d'Amérique) afin de connecter différents terminaux de données du gouvernement. C'est ainsi que la première expérience de connexion s'établit en 1962. Les premières années donc, ce réseau de communication se développe comme un projet de recherche de la défense des Etats-Unis avec des accès limités aux fins militaires ou à la recherche scientifique, et non à fin commerciale. Néanmoins, à la fin des années 1980, la question sur la commercialisation du réseau se pose. L'intérêt pour l'utilisation commerciale d'internet devint un sujet de débats houleux. Même si l'utilisation commerciale restait interdite, sa définition exacte pouvait être obscure et subjective. Tous étaient d'accord sur le fait qu'une entreprise envoyant une facture à une autre entreprise faisait une utilisation commerciale d'internet, mais tout le reste était sujet à discussion (Levitt : 1995).

C'est à partir de ce moment qu'internet sera soumis à un fort contrôle économique de la part des grandes entreprises d'accès, de recherches d'informations comme Google, de développement d'applications comme Apple ou Microsoft, ainsi que des entreprises fondatrices des réseaux sociaux comme Twitter, Facebook ou Instagram qui détiennent un important pouvoir de contrôle sur les informations qui circulent sur le réseau. Un clair exemple de ce contrôle est l'organisation de l'information effectuée par les moteurs de recherche comme Google en fonction d'intérêts publicitaires ou politiques. On pourrait aussi parler de la censure établie par Facebook sur la nudité, qui a été fortement questionnée, par exemple, par des photographies mises en lignes de mères allaitant leurs bébés. Les exemples des

contrôles auxquels nos informations sont soumises dans l'environnement internet sont nombreux, mais ceci ne signifie pas que des gestes résistants ne soient pas possibles. Toutefois, il est à notre avis nécessaire d'analyser de façon critique l'usage des outils liés à l'environnement internet. Au long de ces pages, nous essayons d'expliquer précisément que des politiques de résistance sont possibles grâce aux possibilités d'un nouveau paradigme de la communication, et malgré le contrôle capitaliste auquel il est soumis.

Cette nouvelle façon de comprendre l'activisme politique fait possiblement partie d'un geste politique générationnel en Espagne, tel qu'illustré par les jeunes Espagnols qui l'ont démontré lors des mouvements des indignés en 2013. La contestation, n'était pas seulement dirigée vers le gouvernement, mais aussi par un sentiment de représentation politique et identitaire qui se propageait au-delà de la politique institutionnelle. À travers cette façon moderne de chroniquer leur réalité, la nouvelle génération d'Espagnols aura réclamé une manière propre à elle de construire son identité, remettant en question l'idée de son appartenance à l'Europe, ainsi que la mise en pratique d'une nouvelle expression politique dans l'espace d'opinion publique. Un bon exemple de ceci est le projet international *Remapping Europe*¹⁰, un projet de recherche artistique qui a comme but d'analyser l'image des immigrants dans les médias européens tout en proposant de nouveaux modèles de représentations de ces derniers.

En Espagne toujours, un des pays européens les plus atteints par la crise et par la corruption politique, on trouve de nombreux projets transmedia¹¹ qui ont pour but la dénonciation des actes de corruption politique. Il n'est pas étonnant, connaissant le niveau des abus commis, et particulièrement en ce qui concerne la

¹⁰ <<http://www.docnextnetwork.org/remappingeurope>>

¹¹ Transmédia est une nouvelle méthode de développement d'œuvres de fiction ou documentaires et de produits de divertissement, qui se caractérise par l'utilisation combinée de plusieurs médias pour développer des univers narratifs, des *franchises*, chaque média employé développant un contenu différent. De plus chaque contenu peut être appréhendé de manière indépendante, et chacun est un points d'entrée dans l'univers transmédiatique de l'œuvre.

construction urbanistique et architecturale, que la plupart des projets de dénonciation soient dédiés à ce sujet. À cet égard, on peut citer *Nación rotonda*¹² crée par un groupe d'urbanistes. Ce projet cartographie toutes les constructions pharaoniques que le gouvernement espagnol a réalisés au cours des deux dernières décennies et qui, rassemblées, constituent une des raisons de la crise économique du pays. Dans le même esprit, on peut trouver d'autres projets comme *Cadáveres inmobiliarios*¹³ qui utilise le dispositif audiovisuel d'une façon plus pour décrire l'Espagne comme un vrai cimetière de cadavres architecturaux que les néfastes politiques d'urbanisme du pays ont laissé derrière elles.

5. Les révolutions audiovisuelles

Comme mentionné ci-dessus, les nouvelles technologies audiovisuelles, à savoir des caméras plus légères, une meilleure accessibilité à l'informatique portable et aux différents dispositifs d'enregistrement, le développement d'applications permettant de traiter et de publier les images très rapidement, ont été utilisés dans certaines circonstances « d'urgence politique » comme des outils de dénonciation d'abus des autorités, ainsi que comme armes d'agitation populaire.

Le rôle essentiel que les réseaux sociaux ont joué dans les différentes révolutions du dénommé « printemps arabe » a été démontré (Chenavaz : 2012). On trouve déjà un premier exemple très significatif de l'influence de Twitter et Facebook lors des élections d'Iran en 2009, au point qu'elles ont été qualifiées par la presse internationale comme la « révolution de Twitter » (Mouillard : 2009). De même, l'importance des réseaux sociaux, surtout de la part de la jeune génération, semble indéniable dans la révolution égyptienne. Ils auront permis aux activistes de faire circuler une convocation massive pour protester à la place Tahrir jusqu'à la chute du Général Mubarak en 2011. Les nouvelles technologies ont permis aussi à ce moment de faire circuler

des anti-chroniques des événements publics grâce à des séquences vidéos anonymes postées sur internet, qui montraient une version différente de celle des médias contrôlés par l'état. Christian Salmon exprime ce rôle des médias dans un reportage dédié au printemps arabe et publié dans le journal les *Inrockuptibles* :

La stupeur des médias occidentaux face à l'insurrection des masses arabes réputées pour leur passivité et leur fatalisme a suscité une forme de « croyance magique » dans les pouvoirs de internet capable de provoquer un changement démocratique en favorisant l'alliance entre la mobilisation populaire et les applications des réseaux sociaux comme Twitter, Facebook, MySpace et YouTube. La métaphore de la révolution numérique s'est répandue dans les médias à travers des expressions telles que « *Wikileaks revolution* » (Tunisie), « *révolution 2.0* » (Egypte) reprenant l'antienne qui avait fleuri lors des manifestations de 2008 en Iran de « *Facebook revolution* » ou encore de « *Twitter revolution* » (Salmon : 2014).

Le cri généralisé des médias était que la révolution avait été menée par les réseaux sociaux. Néanmoins, tout cette présumée révolution numérique est un phénomène complexe, car aucun de ces outils numériques n'échappe au contrôle de la Silicon Valley (donnons comme exemple paradigmatique le géant Google qui contrôle les informations, les données et même l'importance des sujets à travers ses moteurs de recherche). Pour cette raison, des voix critiques émergent quand on mentionne internet comme un outil révolutionnaire, telle celle du collectif Egyptien *Mosireen*¹⁴, qui a même parlé de « guerre des récits » pour faire référence à la participation des nouvelles technologies dans la révolution égyptienne. À cet égard, Danya Nadar, une des militantes du collectif, montre ses doutes par rapport à la célébration d'internet comme le principal moteur de la révolution dans son pays :

Si les réseaux sociaux ont joué un rôle incontestable au début de la révolution, fait valoir Danya, celle-ci ne s'est pas arrêtée lorsque les connexions ont été interrompues par le régime de Moubarak. Le nombre de gens connectés à l'intérieur du pays reste très faible (5 % de la population égyptienne a un compte

¹² <<http://www.nacionrotonda.com>>

¹³ <<http://cadaveresinmobiliarios.org>>

¹⁴ <http://mosireen.org/?page_id=330>

Facebook). Le média le plus puissant dans un pays comme l'Égypte, c'est la radio ; on le trouve dans chaque taxi, chaque bus, dans les zones rurales les plus reculées[...]

C'est la pensée critique qui est dangereuse pour le régime, pas la technologie. (Salmon : 2014)

De la même façon, le mouvement des indignés en Espagne en 2011 a été marqué par l'utilisation des nouvelles technologies pour faire circuler le message d'un appel à se manifester à la Plaza del Sol à Madrid contre « les vieilles politiques » menées par les institutions espagnoles, aux cris unificateurs de « *que no, que nos representan* » (non, ils ne nous représentent pas). De façon absolument spontanée, des milliers d'Espagnols sont sortis dans la rue pour exprimer leur mécontentement. Encore une fois, les réseaux sociaux, non seulement ont répondu à une urgence politique, mais aussi à une urgence médiatique puisque ces événements ont été massivement rapportés, autant par des médias, que par des citoyens anonymes.

Un autre exemple de projet audiovisuel est concentré sur ce qu'on appelle le « webdoc » (définition générale pour décrire les nouvelles pratiques documentaires conçues à partir d'une structure narrative non linéaire) dans un projet international organisé par différents collectifs et activistes, qui analysent des pratiques audiovisuelles mettant en question les modes de représentation politique contemporaine, ainsi que l'idée même d'Europe¹⁵.

6. Des autres : la représentation des réfugié.e.s sur internet

Un des aspects liés à la notion de l'urgence (et par ailleurs, aussi à la notion de lanceur d'alerte) est, comme nous l'avons suggéré plus haut, la notion de prévention d'une catastrophe, ou comme l'ont défini certaines théories : la notion de risque¹⁶.

¹⁵ <<http://www.docnextnetwork.org/remappingeurope>>

¹⁶ On peut comprendre ici la notion du risque dans le sens où l'a expliqué Ulrich Beck dans son livre *Risikogesellschaft* (1986), comprenant le risque comme le résultat d'un développement industriel. Les risques peuvent tout aussi bien être d'ordre écologique que psycho-social et, bien qu'invisibles

Si l'on parle des pratiques audiovisuelles comme un outil politique et qu'on veut articuler cette idée avec le contexte de l'Europe actuelle, un des sujets les plus importants est sans doute la crise des réfugié.e.s. Cette immense diaspora des victimes des guerres au Moyen-Orient et en Afrique sub-saharienne est devenue un vrai problème politique pour une Europe qui a tardé à la considérer comme urgent. Selon le contexte, les différents gouvernements des principales puissances de l'Union Européenne ont considéré la question des réfugiés de façon variable : un problème qui exigeait une solution urgente quand l'afflux de réfugiés a provoqué des problèmes dans leurs territoires, ou alors comme une question qui ne les concernait pas dans l'absence d'un tel afflux.

Au-delà des réactions variées de la part des responsables politiques européens, c'est le fait que la diaspora des réfugiés ait été souvent traitée par les grands médias comme une catastrophe imposée, où nous n'aurions aucune responsabilité, qui est intéressant pour notre travail. La diaspora des réfugiés est, depuis l'angle des récits officiels, une sorte de catastrophe naturelle, qui n'a pas d'origine ni de responsable politique. De ce point de vue, le réfugié n'a pas une représentation personnalisée, il est rarement considéré comme un sujet. Il/elle sera plutôt un objet de dispute publique, une « particule » composant la catastrophe politique face à laquelle l'Europe n'est pas capable de donner une solution.

Aux marges de ce traitement de l'information de la part des grands médias, on trouve sur internet des nombreux projets qui se battent (alignés dans la même idée des exemples précédemment cités) pour donner la voix aux personnes qui composent cette définition nébuleuse de « réfugié ». Nous insisterons encore une fois que c'est dans ce geste d'appropriation du récit pour construire sa propre représentation, que les nouvelles technologies peuvent être considérées comme un outil politique.

dans la vie quotidienne, ils peuvent à plus ou moins long terme provoquer la destruction de la vie sur terre. Ils résultent des besoins insatiables en confort matériel qu'éprouvent une majorité d'humains et que l'économie capitaliste, axée sur la croissance, prend en charge.

Nous avons trouvé un bel exemple de ce geste avec le projet webdoc *Refugee Republic*¹⁷. Le projet désigne la cartographie audiovisuelle d'un camp de réfugiés composée à travers les témoignages de ses habitants. Son interface permet de construire un portrait du quotidien de ces gens en les plaçant dans un espace réel, et en leur donnant une identité concrète, essayant ainsi de détourner leur image de victimes ou d'agents catastrophiques que les grands médias ont construit au fil des dernières années.

Dans ce même but, un autre projet webdoc produit par la chaîne de télévision ARTE propose subvertir la représentation médiatisée des réfugiés à travers de son projet *Réfugiés*¹⁸. Dans ce cas, le projet consiste à inviter différents artistes, parmi lesquels on trouve des photographes, des écrivains, des cinéastes ou même des anonymes, qui voudraient apporter leur vision personnelle des camps de réfugiés. Ce projet cherche à donner une image autre des réfugiés politiques, ainsi que le souligne la capacité des discours artistiques à être utilisés comme outils de dénonciation.

7. L'état d'urgence

Finalement nous aimerions aborder ici ce qui est peut-être le cas le plus complexe au niveau de la construction d'un discours sur la notion d'urgence politique de ces derniers temps. Celui qui assume la notion d'urgence dans sa propre formulation, nous parlons de l'imposition d'un « état d'urgence » par le gouvernement français lors des attentats terroristes du 13 Novembre 2015 à Paris.

Évidemment la complexité de cette question dépasse largement l'ambition de cet article, et si nous utilisons cet exemple, c'est parce que nous trouvons que la notion d'urgence dans ce cas a été l'objet d'un discours politique ambivalent, et qu'il illustre bien l'ambiguïté du terme, ainsi que les différents usages politiques en action.

De nombreuses interrogations émergent quand on parle d'urgence face à un acte terroriste qui n'était pas

vraiment inattendu, puisque le pays était sous la menace de l'État Islamique depuis les débuts de ce dernier. Une urgence politique s'est alors imposée d'avantage qu'une urgence temporelle. La notion d'une temporalité de l'émergence, du manque de temps de réaction, s'est détournée en notion de force d'action et de l'imposition des forces de la part des structures de pouvoir. L'urgence ne sera donc pas la nécessité de réagir plus vite, mais celle de pouvoir réagir de façon plus ferme partout, dans le domaine de la vie publique comme dans le domaine de la vie privée, sans avoir besoin de passer sous des protocoles de contrôles démocratiques. Cette dynamique s'est déjà imposée, par exemple, lors des actions policières depuis les attentats du 13 Novembre 2015 à Paris, où l'état d'urgence permet de mener des enquêtes, sans devoir appliquer le protocole traditionnel et d'infliger une violence policière inouïe aux manifestants de la Nuit Debout. Plutôt que de réagir vite, il s'agira donc de pouvoir réagir avec toutes les forces de l'état, sans aucune limite.

Nonobstant et malgré cette sensation généralisée d'une temporalité de l'urgence, ou plutôt, d'un état urgent, les récits audiovisuels des terribles faits commis la nuit du 13 Novembre ont été beaucoup moins rapides que la réaction policière et politique. On trouvera peut-être les raisons de cette situation dans une espèce de traumatisme collectif où on a préféré faire une démonstration de force et de courage que de construire une chronique de l'atrocité qui a eu lieu. Les récits audiovisuels, moins urgents, plus sensibles, sont arrivés six jours après l'attentat, par le biais d'un journal étranger. C'est le *Daily Mail* qui a publié les images de la caméra de surveillance de la Casa Nostra, un des lieux ciblés par les terroristes durant la nuit du 13 Novembre, et qui ne cachent rien de la scène meurtrière. Aucun média français n'a voulu les acheter (au prix payé par le journal anglais, à savoir 50.000 euros) ni les diffuser. Le récit audiovisuel, les images-témoins directes de l'attentat, n'ont donc pas été considérées comme une urgence politique par les grands médias français

Durant la nuit du 13 Novembre, l'urgence de la situation a été la mieux exprimée, et de façon assez inat-

¹⁷ <<http://refugeerepublic.submarinechannel.com>>

¹⁸ <<http://info.arte.tv/fr/refugies>>

tendue, par des réseaux sociaux tel que Facebook, ayant créé une application pour afficher les lieux et personnes qui étaient en sûreté, ou par Twitter, à travers des « hash-tags », comme #RechercheParis ou #PorteOuverte, qui ont permis à de nombreux piétons de se réfugier chez des inconnus pendant que les attaques terroristes avaient encore lieu.

Ce genre de situations, même s'il s'agit d'un cas tout-à-fait particulier, expose d'une façon très claire le paradoxe de l'urgence auquel nous avons fait référence plus haut. Les outils qu'offrent les nouveaux médias de la communication, permettent de mener une dénonciation, ou tout simplement de transmettre des informations, et peuvent être utilisés *en même temps* que les événements qu'ils chroniquent.

6. En guise de conclusion

Les exemples recueillis au long de ces pages, sont tous représentatifs de l'utilisation des dispositifs audiovisuels comme instruments politiques aux niveaux social et collectif. Des mouvements contestataires contre des gouvernements, jusqu'à la situation des réfugiés politiques : face à des politiques globales tous correspondent à cette vision de l'urgence politique comme une circonstance d'intérêt public.

Comme nous le disions au début de ces lignes, il est très compliqué de donner une réponse à la question de comment les pratiques audiovisuelles articulent la notion d'une urgence politique de nos jours. Nous avons essayé par cette discussion d'apporter quelques aspects significatifs de ce qui pourrait très bien être un nouveau paradigme de la communication configuré à partir de l'implantation massive d'internet.

La réponse définitive sur l'utilisation des nouvelles technologies comme outils pour une urgence politique est peut-être encore lointaine, mais nous pensons que les exemples évoqués au long de ces pages, font partie d'une réalité, composée de gestes petits mais importants. Pour autant, nous ne voudrions pas finir sans insister sur le fait que nous ne voulons pas donner une impression trop optimiste ou naïve sur ce que nous avons décrit ici

comme les nouvelles technologies de la communication. En effet, tout ce qui concerne l'environnement internet, les dispositifs d'enregistrement, les applications informatiques etc. sont sous le contrôle de grandes entreprises multinationales soumises à des enjeux économiques et politiques, sans compter que l'accès à internet et ses technologies ne sont pas à la portée de tout le monde.

Ce qui est certain, c'est qu'une réflexion sur l'urgence doit aujourd'hui tenir compte du nouveau paradigme communicationnel. On pourrait même dire que ce nouveau paradigme transforme toute urgence en urgence politique.

Références

- BECK, Ulrich (1986), *Risikogesellschaft: Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt am Main : Suhrkamp.
- CHATEAURAYNAUD, Francis (2013), « Lanceur d'alerte », Ilaria Casillo *et al.* (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris : GIS Démocratie et Participation. <<http://www.dicopart.fr/it/dico/lanceur-dalerte>>
- CHENAVAZ, Régis (2012), « Printemps arabe : les réseaux sociaux suffisent-ils à renverser un régime ? », *L'Obs*, 3 juillet 2012. <<http://leplus.nouvelobs.com/contribution/583988-printemps-arabe-les-reseaux-sociaux-suffisent-ils-a-renverser-un-regime.html>>
- HOFMANN, Niklas (2010), « Der Gegenverschwörer », *Süddeutsche Zeitung*, 3 décembre 2010, p. 15.
- LEVITT, Lee (1995), « Commercial Use of Internet » <<http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.isoc.org%2FHMP%2FPAPER%2F128%2Ftxt%2Fpaper.txt>>
- MOUILLARD, Sylvain (2009), « Iran, la révolution Twitter ? », *Libération*, 15 juin 2009 <http://www.liberation.fr/planete/2009/06/15/iran-la-revolution-twitter_564866>
- SALMON, Christian (2014) « Printemps 2.0. Une croyance magique », *Les Inrockuptibles*, 15 janvier 2014. <<http://www.lesinrocks.com/2014/01/15/actualite/revolution-20-une-croyance-magique-11460494>>